

Au Journal officiel du 31 mars au 6 avril 2018

Au Journal officiel du 31 mars au 6 avril 2018

09/04/2018

Au Journal officiel du 31 mars au 6 avril 2018

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 31 mars 2018 :

- LOI n° 2018-217 du 29 mars 2018 **ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.** – Modification du Code du travail, du Code de l'éducation, du Code des transports, du Code rural et de la pêche maritime, de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017, de l'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017, de l'ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017, de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 et de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996. – Ratification de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017, de l'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017, de l'ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017, de l'ordonnance n° 2017-1388 du 22 septembre 2017, de l'ordonnance n° 2017-1389 du 22 septembre 2017 et de l'ordonnance n° 2017-1718 du 20 décembre 2017 ;
- Décret n° 2018-218 du 30 mars 2018 pris pour **l'application de l'article 15-4 du Code de procédure pénale et de l'article 55 bis du Code des douanes.** – Modification du Code de procédure pénale ;
- Décret n° 2018-219 du 30 mars 2018 **définissant les responsables hiérarchiques susceptibles de délivrer les autorisations mentionnées à l'article 15-4 du Code de procédure pénale et à l'article 55 bis du Code des douanes.** – Modification du Code de procédure pénale ;
- Décret n° 2018-224 du 30 mars 2018 relatif à **la prise en compte d'allègements fiscaux et sociaux dans les tarifs des établissements de soins de suite et de réadaptation et au calendrier de la réforme du financement de ces établissements.** – Modification du Code de la sécurité sociale et du décret n° 2017-500 du 6 avril 2017. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 3) ;
- Décret n° 2018-225 du 30 mars 2018 relatif au **premier renouvellement de la procédure de mise en concurrence pour la sélection des contrats d'assurance complémentaires en matière de santé susceptibles de bénéficier du crédit d'impôt mentionné à l'article L. 863-1 du Code de la sécurité sociale.** – Modification du décret n° 2014-1144 du 8 octobre 2014 ;

-
- Décret n° 2018-228 du 30 mars 2018 relatif aux **seuils de révision coopérative dans le secteur bancaire**. – *Modification du Code monétaire et financier* ;
 - Décret n° 2018-229 du 30 mars 2018 relatif à la **dématérialisation des relations contractuelles dans le secteur financier**. – *Modification du Code des assurances, du Code de commerce, du Code de la consommation, du Code monétaire et financier, du Code de la mutualité et du Code de sécurité sociale* ;
 - Décret n° 2018-230 du 30 mars 2018 relatif à **l'expérimentation d'emplois francs** ;
 - Arrêté du 30 mars 2018 fixant la **liste des territoires éligibles au dispositif expérimental « emplois francs »** ;
 - Arrêté du 26 mars 2018 modifiant l'arrêté du 30 mars 2009 relatif aux **conditions d'application de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens**. – *Modification de l'arrêté du 30 mars 2009* ;
 - Arrêté du 26 mars 2018 modifiant l'arrêté du 25 mai 2011 relatif à **l'application en outre-mer de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens**. – *Modification de l'arrêté du 25 mai 2011*.

Au JO du 1^{er} avril 2018 :

- Décret n° 2018-232 du 30 mars 2018 pris pour **l'application à la Commission nationale de l'informatique et des libertés de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes**. – *Modification du décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005* ;
- Décret n° 2018-233 du 30 mars 2018 relatif à la **création d'une chambre interdépartementale des notaires d'Auvergne** ;
- Arrêté du 16 mars 2018 modifiant le Code de procédure pénale (quatrième partie : arrêtés) et relatif aux **services pénitentiaires d'insertion et de probation**. – *Modification du Code de procédure pénale* ;
- Arrêté du 29 mars 2018 modifiant le **taux de la contribution pour frais de contrôle des organismes d'assurance**. – *Modification de l'arrêté du 26 avril 2010*.

Au JO du 4 avril 2018 :

- Décret n° 2018-239 du 3 avril 2018 relatif à **l'adaptation en Guyane des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement**. – *Modification du Code de l'environnement* ;

Au JO du 5 avril 2018 :

- Arrêté du 3 avril 2018 fixant les **modalités de déclaration des éléments d'assiette des cotisations dues à la Caisse de garantie du logement locatif social et de la cotisation due à l'Agence nationale de contrôle du logement social** ;
- Arrêté du 29 mars 2018 relatif à la **subvention spécifique dans les entreprises adaptées et les centres de distribution de travail à domicile**. – *Abrogation de l'arrêté du 25 février 2015* ;
- Arrêté du 22 mars 2018 relatif aux **modalités d'établissement, de conservation et de transmission sous forme dématérialisée des pièces justificatives et des documents de comptabilité des opérations de l'État** pris en application des articles 51, 52, 150 et 164 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. – *Abrogation de l'arrêté du 9 septembre 2013*.

Au JO du 6 avril 2018 :

- Arrêté du 27 février 2018 relatif au **contrôle à l'exportation de biens, technologies et services à double usage et à la mise en œuvre des mesures restrictives prises à l'encontre de certains pays de destination finale**, modifiant l'arrêté du 13 décembre 2001 relatif au contrôle à l'exportation vers les pays tiers et au transfert vers les Etats membres de la communauté européenne de biens et technologies à double usage. – *Modification de l'arrêté du 13 décembre 2001*.

La Rédaction législation

© LexisNexis SA